

La transition des pays de l'Est vers l'économie de marché: un défi pour la *B.E.R.D.**

Jacques de Larosière

*Banque Européenne pour la Reconstruction
et le Développement, GB-London*

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, un processus a été engagé dans les pays de l'ancien empire communiste, le processus de la transition vers la démocratie pluraliste et vers l'économie de marché. La *B.E.R.D.*, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, a été créée en 1991 – peu avant la Faculté de Théologie de Lugano – pour répondre à ce défi. Je voudrais aujourd'hui vous livrer quelques réflexions sur l'état de cette transition et sur le rôle qu'a pu jouer la Banque après trois années d'existence.

* M. Jacques de Larosière, Président de la *B.E.R.D.*, a fait l'honneur à la Revue d'offrir le texte de sa conférence, prononcée le 25 février 1995, à l'occasion du troisième *Dies academicus* de la Faculté de Théologie de Lugano. Qu'il en soit ici cordialement remercié.

I. L'ÉTAT DE LA TRANSITION

1. La notion de transition

Je souhaiterais d'abord expliquer brièvement ce qu'est le phénomène de la transition vers l'économie de marché. Pour saisir cette notion, le mieux est de commencer au point de départ, c'est-à-dire celui des économies centralisées de type communiste.

Prenons, pour la clarté de l'exposé, une économie, comme celle de l'Union soviétique, entièrement centralisée (cas extrême qui n'était pas celui de tous les pays d'Europe centrale et orientale, puisqu'il existait dans certains pays des éléments d'économie de marché). Par quoi était caractérisée une telle économie? Par cinq traits principaux.

D'abord, l'essentiel des moyens de production était la propriété de l'État. Deuxièmement, la production était déterminée par le Plan qui fixait leurs objectifs quantitatifs aux entreprises. Il fallait produire tant de tonnes d'acier dans tel combinat, etc., tant de voitures, etc. Troisièmement, les prix étaient déterminés par l'État. Ils jouaient un rôle secondaire et n'étaient pas le reflet de la confrontation de l'offre et de la demande sur les marchés. Les pénuries se traduisaient non pas par des hausses de prix, comme c'est le cas dans les économies de marché, mais par des files d'attente ou le recours au marché noir. Quatrième trait, le commerce extérieur était entièrement contrôlé par l'État. Il n'y avait ni liberté d'importer ni liberté d'exporter et le taux de change, c'est-à-dire le prix de la monnaie exprimé dans d'autres monnaies, était également fixé par l'État. Enfin, cinquièmement, dans une économie de ce type, la monnaie jouait un rôle secondaire. C'était le Plan qui déterminait les mouvements physiques entre les entreprises et l'approvisionnement du système commercial d'État. C'était lui qui jouait le rôle central. La monnaie était créée pour permettre l'allocation de ces mouvements physiques de marchandises et de services mais elle n'était pas, comme elle l'est dans nos économies occidentales, une réalité en quelque sorte autonome. La monnaie ne faisait qu'accompagner les transactions voulues par le Plan. Les prix étaient fixés par l'État comme l'étaient les salaires. De ce point de vue, l'inflation, phénomène que nous connaissons bien dans les économies occidentales, était, par définition, réprimée et donc un «non-problème». L'accumulation du capital n'était pas déterminée par la formation de l'épargne et les taux d'intérêt, comme elle l'est dans les économies occidentales, mais par des décisions d'allocations de ressources en matière d'investissement, décisions qui étaient prises par les planificateurs.

Voilà donc, en quelques traits extrêmement simplifiés, comment fonctionnait l'archétype de l'économie communiste que l'on appelle dans le langage anglo-saxon la «*command* d'économie» parce qu'elle est commandée à partir du centre.

Le démantèlement de ce type d'économie implique, bien évidemment, des réformes structurelles tout à fait fondamentales. Ces réformes touchent les cinq

points que je viens d'évoquer. Analysons-les brièvement pour en comprendre l'économie générale.

D'abord, l'État n'a plus vocation à être le détenteur exclusif des moyens de production et le Plan perd sa fonction essentielle d'allocation autoritaire des ressources physiques. Ce sont les entreprises qui deviennent maîtresses de leurs décisions en matière de production. Les entreprises ne reçoivent plus d'ordres du centre quant à la quantité et à la qualité de leurs produits; elles sont confrontées à un marché où s'expriment les demandes de consommateurs et des autres entreprises. Elles sont amenées à déterminer leurs choix en fonction de cette réalité. C'est la première et fondamentale modification structurelle.

Ceci implique que les entreprises, c'est le deuxième point, soient libres de fixer leurs prix en fonction de l'offre et de la demande. Il en résulte que la libération des prix est une des premières mesures structurelles absolument essentielle pour la transformation d'une économie de type communiste. Les prix ne sont plus fixés par l'autorité supérieure, ils sont dégagés sur les marchés par la confrontation de l'offre et de la demande.

Troisièmement, pour que ce marché fonctionne, encore faut-il qu'une compétition s'instaure entre les entreprises. Ceci implique, à son tour, que les monopoles cessent de dominer le marché (les monopoles étaient, autrefois, la loi courante du système), et que l'État accepte de privatiser ou en tout cas de démonopoliser les grandes entreprises publiques. Ceci implique aussi que les entreprises nouvelles soient libres de se constituer. Ceci implique aussi que l'État cesse de subventionner ou d'allouer automatiquement des crédits de la Banque centrale aux entreprises en difficulté. Ceci veut dire que les entreprises qui perdent de l'argent (parce qu'elles n'ont plus de clients, et qu'elles n'arrivent pas à satisfaire les marchés) puissent tomber en faillite et être liquidées, notion absolument inconnue dans le système ancien puisque, par définition, tout était programmé par l'État. À la discipline d'allocation physique des ressources par le Plan se substitue donc la discipline de la rareté monétaire, de la loi du marché et de la compétition, discipline plus rude que celle du passé mais plus diffuse et qui frappe les agents économiques d'une manière décentralisée.

Quatrièmement, pour assurer la compétitivité de cette économie en cours de libéralisation et pour faire en sorte que les entreprises soient vraiment motivées pour satisfaire les consommateurs, la logique implique que les marchés soient ouverts sur l'extérieur, que les importations et les exportations soient libérées et que le taux de change soit déterminé lui aussi par le marché lui-même. La libéralisation du commerce extérieur et la compétition qu'elle entraîne sont des éléments constitutifs de la réforme vers l'économie de marché.

Dans une économie ainsi libérée, la monnaie joue un rôle entièrement nouveau, elle devient une réalité en soi et reflète bien évidemment les tensions nées d'un déséquilibre entre l'offre et la demande. Si l'État, par sa banque centrale, crée trop de monnaie pour couvrir, par exemple, des déficits budgétaires massifs ou pour

continuer à subventionner des entreprises en perte afin d'éviter l'apparition du chômage, l'inflation s'aggrave et la monnaie perd de son pouvoir d'achat à l'intérieur comme à l'extérieur. La nécessité de la discipline macro-économique, qui suppose un budget bien tenu et une monnaie stable, s'impose donc à ces économies ainsi libérées.

2. Les résultats de la transition

Après ce rappel de ce qu'est le phénomène de la transition sur le plan économique, que peut-on dire des résultats de cette transition depuis quatre ans environ? Avant de tenter de dresser une liste des pays selon les progrès de la transition, je crois qu'il faut d'abord que nous réalisions l'ampleur gigantesque de la tâche que je viens, d'une manière sommaire, de brosser.

La libération des prix constitue pour une économie dont les prix étaient entièrement contrôlés par l'État, un choc majeur. Étant donné les pénuries de biens de consommation qui caractérisaient les économies de type soviétique – pénuries qui ont petit à petit fait craquer le système du fait de la révolte latente des consommateurs et de la révolution de l'information mondiale qui ne permettait plus de tenir ces populations entièrement isolées – la libération des prix entraîne inévitablement des hausses de caractère structurel. En effet, toute une série de prix, comme ceux de l'énergie, des loyers, des biens de consommation de base, étaient maintenus artificiellement à des niveaux très bas. Il était donc inévitable que le processus de libération des prix entraîne des relèvements structurels. Le défi pour un État placé dans une conjoncture de ce type consiste à ne pas créer aussitôt, par l'intermédiaire du budget et de la politique monétaire, des hausses de salaires compensatoires. S'il en était ainsi, on annulerait en quelque sorte l'effet structurel de la libéralisation des prix et on enclencherait un processus inflationniste qui, lorsque l'inflation devient extrêmement forte, finit par détruire les structures économiques et sociales. L'État doit donc conduire, dans cette phase initiale de la transition, une action de discipline budgétaire, monétaire et salariale en même temps qu'il procède à la libéralisation des prix et du commerce extérieur, à la démonopolisation et à la privatisation des entreprises, ces trois piliers de la réforme structurelle. L'ensemble de ces réformes se traduit inévitablement, dans un premier temps, et avant que les nouvelles entreprises ou les entreprises existantes et désormais maîtresses de leurs choix puissent accumuler du capital et fabriquer les nouveaux produits souhaités par les consommateurs, par une contraction de pouvoir d'achat. Avant donc que l'offre productive soit en mesure de répondre à cette libéralisation (c'est ce qu'on appelle dans la jargon anglo-saxon *the supply response*) – et cette réponse ne peut pas se produire instantanément, car les entreprises doivent disposer du temps nécessaire pour s'y préparer – il faut s'attendre, dans un premier temps, à ce que ces réformes se traduisent par une baisse du niveau de vie et par l'apparition de chômage dans celles des entreprises qui ne peuvent pas survivre et sont obligées de fermer, ne pouvant plus, par définition,

compter sur des subventions d'État. On assiste donc à une baisse du niveau de vie, surtout pour les catégories sociales les plus vulnérables, c'est-à-dire les pensionnés qui ont des revenus fixes, les étudiants, les mères célibataires, les chômeurs... À ces phénomènes, qui sont déjà redoutables, s'est ajouté, au début des années 90, dans cette partie du monde, l'effet du démantèlement des relations commerciales entre les pays communistes. Il y avait en effet, à l'intérieur du bloc communiste, une très grande intégration. Du fait de l'effondrement de l'Union soviétique, du fait de l'apparition d'un nationalisme économique et politique exacerbé, le système du CO.M.ECON., par lesquels ces pays échangeaient et réglaient les importations et les exportations sur la base d'une compensation assez particulière, s'est brisé. Il s'est brisé d'une manière extrêmement brutale et l'arrêt de ces flux commerciaux s'est traduit par une sévère récession. On comprend que, pendant trois à quatre ans, la plupart de ces États aient connu une baisse profonde de leur production.

Ces transformations entraînent aussi des changements fondamentaux au sein des sociétés en cause. Les anciens rapports politiques et sociaux sont remis en question, de nouvelles sources de pouvoir et d'influence apparaissent dans les entreprises. Il est donc important, pour que ce processus de réformes puisse se poursuivre avec le minimum d'à-coups, le minimum de résistance, le maximum de consensus politique, que des mécanismes de protection sociale soient mis en place et soient financés de façon rationnelle par les contributions de ce que nous appelons chez nous les «partenaires sociaux». C'est l'idée du «filet de sécurité» qui devrait accompagner cet énorme changement de société qui est aujourd'hui à l'œuvre.

Voyons maintenant l'état de cette transition aujourd'hui. Il est variable selon les pays que l'on peut classer, très schématiquement, en trois groupes.

Il y a d'abord le groupe des pays les plus avancés sur le plan de la transition. Je vise ici les pays comme la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, les pays baltes et quelques autres. Ces pays ont fait de grandes avancées. D'abord, ils ont accepté une discipline macro-économique, – vous avez certainement entendu parler de la «thérapie de choc» de pays comme la Pologne – et ils ont maintenant à peu près tous réussi à juguler cette inflation, dont je disais qu'elle était un élément inévitable et structurel du début du lancement de ces réformes. Ils ont largement libéralisé leurs prix et leur commerce extérieur et ils ont, à des degrés divers, privatisé une grande partie de leurs entreprises. Certains ont privatisé de grandes entreprises, c'est le cas en particulier de la République tchèque qui a lancé un programme de coupons (*vouchers*) qui sont vendus à la population à un faible prix et qui permettent aux citoyens d'acquérir les actions des entreprises ainsi privatisées. Il y a aussi de grandes entreprises qui ont été privatisées dans d'autres pays selon des schémas classiques de mise en vente aux enchères. Dans l'ensemble, toutes les petites entreprises, les commerces, les magasins, les hôtels... ont été privatisés. La République tchèque, avec sa «privatisation de masse», sous forme de coupons, a été certainement le plus loin

dans la voie de la privatisation. Le mouvement est un peu plus lent, mais néanmoins engagé en Pologne, où une privatisation de masse vient d'être très récemment décidée par le gouvernement. Au total, plus de cinquante pour cent des produits intérieurs bruts des pays que l'on peut appeler les plus avancés sur la voie de la réforme émanent maintenant des entreprises privées. Le cas de la Tchécoslovaquie est encore plus marqué, puisqu'on a calculé que le Produit Intérieur Brut (= P.I.B.) tchèque était privé à raison de soixante-cinq pour cent. Il faut comprendre que ce degré de réforme, de libéralisation et de privatisation met ce groupe de pays à peu près au niveau des pays d'Europe occidentale, à la fin des années 50 ou au début des années 60. N'oublions pas qu'en France nous avons libéré nos prix très tardivement, beaucoup plus tardivement que ces pays. Il y avait encore des restes de contrôles de prix ou de changes il y a seulement dix ou quinze ans en France. Il faut donc savoir mettre ces événements en perspective. À mon sens, le travail qui été fait depuis quatre ans dans la voie de la libéralisation et de la privatisation est sans précédent dans l'histoire. Après le choc inévitable de l'ouverture d'économies précédemment très protégées et du démantèlement du système commercial inter-États communistes, c'est-à-dire après trois à quatre ans de profonde récession, tous les pays dont je viens de vous parler, c'est-à-dire les plus avancés, ont commencé, à partir de 1993-94, à reprendre le chemin de la croissance. Autrement dit, la *supply response*, la réponse de l'appareil productif, dont je disais qu'elle ne pouvait pas être immédiate, commence à se manifester, ce qui est extrêmement encourageant.

Il existe ensuite un deuxième groupe de pays qui, ayant avancé sur la voie de la réforme structurelle, sont encore marqués par de profonds déséquilibres macro-économiques, qui traduisent aussi des réalités politiques très difficiles; c'est le cas de la Russie par exemple. Ce pays offre, en effet, le contraste d'une économie déjà largement décentralisée, libéralisée et déréglementée, mais où la discipline monétaire et budgétaire a été longtemps insuffisante. Grâce aux efforts d'une équipe de réformateurs, dans les années 1991-93, le pays s'est engagé dans de profondes réformes structurelles: libéralisation des prix, libéralisation du commerce extérieur, libéralisation du cours de change. Par ailleurs, sous l'impulsion d'un Ministre éclairé, le Ministre de la privatisation, M. Chubais, qui est devenu, depuis, premier Vice-Premier Ministre chargé des questions économiques, la privatisation est pratiquement achevée. Elle a commencé, bien entendu, avec les petites et moyennes entreprises, comme c'est toujours le cas, mais elle s'est poursuivie avec un programme de privatisation de masse, par attribution de coupons à la population, pour l'ensemble des entreprises. Cependant les incertitudes politiques, une certaine faiblesse de l'État, la crainte de mouvements sociaux, que provoquerait une trop rapide mise à niveau des entreprises, ont considérablement affaibli la nécessaire discipline budgétaire et monétaire, dont je disais qu'elle était une pièce constitutive du processus de réforme. Il en résulte, dans ces pays, une forte inflation, phénomène qui entretient lui-même la crise économique en décourageant l'épargne intérieure et les investis-

sements étrangers, qui ont besoin de stabilité. Or ces investissements étrangers et cette épargne locale sont indispensables à la croissance économique.

Enfin, il existe un groupe de pays encore peu avancés sur la voie des réformes; il s'agit notamment d'un certain nombre de pays du Caucase et d'Asie centrale. Ces pays font parfois l'objet de guerres civiles et de conflits ethniques; leurs ressources naturelles sont souvent importantes, notamment dans le domaine de l'énergie et des minerais, mais leurs structures économiques sont encore très peu développées et des investissements en matière d'infrastructure apparaissent prioritaires.

II. LE RÔLE DE LA *B.E.R.D.* DANS LA TRANSITION

Je vais dire un mot maintenant du défi que ces transformations posent à l'établissement que j'ai l'honneur de présider depuis 18 mois, c'est-à-dire la *B.E.R.D.*

1. La mission, l'organisation et les principes stratégiques de la B.E.R.D.

D'abord quelques mots pour vous dire ce qu'est la *B.E.R.D.* Elle a été créée en 1991, il y a environ trois ans et demi. Son mandat est de favoriser la transition vers la démocratie pluraliste et l'économie de marché. Sa composition est internationale: la Banque compte, bien entendu, dans son capital, les vingt-cinq pays de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique, qui sont nos pays clients, mais elle comprend, en plus, trente-quatre actionnaires, qui sont essentiellement les pays industrialisés, c'est-à-dire les États d'Europe, les États-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, ainsi qu'un certain nombre d'autres pays ou institutions qui s'intéressent à cette partie du monde. La majorité du capital de la Banque est détenue par les États européens. Le capital de la Banque est de dix milliards d'écus et les instruments qui sont à sa disposition sont des prêts, mais aussi des participations, dans le capital, d'entreprises privées, ainsi que des garanties. La Banque travaille avec le secteur public, c'est-à-dire avec les États et les entreprises d'État, mais elle travaille surtout avec les entreprises privées. En effet, l'essence de notre vocation, c'est la transition économique. Il s'agit donc pour nous, avant tout, de favoriser l'éclosion d'entreprises privées. Nous avons redéfini notre stratégie, il y a un an, pour être bien compris de nos clients, de nos actionnaires et de nos partenaires. Laissez-moi vous dire quelles sont les grandes têtes de chapitres de ce recentrage stratégique.

D'abord la priorité au secteur privé. Nos statuts contiennent une disposition qui prévoit que devons faire au moins soixante pour cent de notre chiffre d'affaires avec le secteur privé (et donc pas plus de quarante pour cent avec le secteur public). C'était considéré par certains comme une contrainte. Je considère, pour ma part, que c'est une sage disposition et j'ai eu le plaisir d'annoncer récemment au conseil d'administration de la Banque que l'année dernière, en 1994, nous avons réalisé

soixante-treize pour cent de notre chiffre d'affaires avec le secteur privé. En effet, le pourcentage de soixante pour cent n'est pas une obligation, c'est un minimum. Le fait d'avoir atteint soixante-treize pour cent nous paraît très positif.

Le deuxième axe stratégique, c'est de développer le secteur privé local. Au début, la Banque avait surtout fait ce que l'on appelle des *joint-ventures*, c'est-à-dire des projets avec des entreprises occidentales, des sociétés multinationales qui sont intéressées à investir dans ces pays. C'est très utile et nous continuerons de le faire, car ces «co-entreprises» ont d'immenses avantages: elles amènent du capital sous forme d'investissements directs, elles transfèrent de la technologie et elles intéressent les grands groupes internationaux au développement de ces marchés. Mais il faut aussi atteindre le tissu économique local et, en particulier, celui des petites et moyennes entreprises, parce que c'est ce qui constitue l'essence d'une économie et en particulier d'une économie de marché.

Or, il est évident que ce n'est pas à Londres que nous pouvons connaître et atteindre les petites et les moyennes entreprises. Il faut donc que nous développions – c'est le troisième axe stratégique auquel je me suis attaché – une présence locale. Plutôt que d'avoir l'intégralité de nos équipes à Londres, il m'a paru de bonne méthode de commencer à transférer un certain nombre de banquiers dans ces pays, parce que c'est là que nous pouvons comprendre ce qui se passe, que nous pouvons avoir des contacts avec des jeunes entreprises, que nous pouvons être à l'écoute et engager de nouveaux partenariats. C'est dans cet esprit que nous avons renforcé nos bureaux locaux. Nous disposons maintenant d'une vingtaine de bureaux locaux et nous les dotons, non pas de représentants généralistes, mais de banquiers opérationnels.

Nous agissons également – quatrième orientation – avec le réseau des banques locales. Il n'est pas question, en effet, pour la *B.E.R.D.*, de créer elle-même un réseau de banques de détail dans chacun des pays: nous n'en avons pas les moyens, nous n'en avons pas les capacités et nous ne serions pas équipés pour gérer un pareil réseau. Mais, ce que nous pouvons faire, c'est travailler avec les banques locales, prendre des participations en capital dans ces banques. Ces institutions sont souvent prometteuses, encore que parfois chargées de mauvaises dettes. C'est à nous d'aider à consolider leurs bilans, à allonger la durée de leurs ressources et à utiliser ces banques comme des organismes qui prolongeront notre action, en consentant ensuite des crédits à moyen terme au secteur privé local. Nous avons maintenant tout un réseau de banques locales dans ces pays, notamment en Russie et en Ukraine, auxquelles nous accordons des lignes de crédits, où nous prenons des participations en capital. Ces banques sont en quelque sorte les agents démultiplicateurs de notre Banque. Nous avons également constitué des fonds de capital-risque, qui prennent des participations dans le capital d'entreprises naissantes dans ces pays et qui peuvent aider ces entreprises à mieux se gérer.

Enfin, notre cinquième ligne stratégique nous incite à être présents dans tous les pays d'opérations, c'est-à-dire dans les vingt-cinq pays. La Banque avait eu une

tendance, au cours de ses deux premières années d'existence, à être surtout présente dans la première catégorie de pays, les plus avancés, parce que c'est là que les opportunités étaient les plus nombreuses. Mais un organisme multilatéral international ne saurait durablement pratiquer une politique de concentration géographique de ce type. En effet, tous les États de la région sont membres de la Banque et tous ont droit à sa sollicitude. Je dirais même que ce sont ceux qui sont dans une situation plus difficile, ceux qui sont encore plus loin de l'idéal à atteindre qui ont, en quelque sorte, le plus de droits à notre soutien. Nous avons donc décidé de nous redéployer géographiquement vers l'Est. Nous sommes, maintenant, présents dans tous les pays.

J'ajouterai qu'une de nos idées directrices consiste à agir en partenariat avec d'autres entreprises et de ne pas considérer que la Banque est seule à intervenir.

2. La réalisation

Qu'avons-nous fait depuis la création de la Banque, il y a trois ans?

Nous avons approuvé, au niveau du conseil d'administration, près de 250 contrats pour 5,7 milliards d'écus. Ce chiffre représente les financements que nous avons apportés directement. Mais, comme je le disais il y a un instant, nous ne sommes pas seuls à intervenir. Avec un capital de dix milliards d'écus, la Banque est trop petite pour déclencher, à elle seule, la masse critique nécessaire pour la transformation de ces économies. Nous devons donc démultiplier nos ressources en attirant des partenaires extérieurs. Les 5,7 milliards d'écus de contrats approuvés à ce jour représentent le financement de la *B.E.R.D.*, mais, si l'on prend le total des contrats qui sont associés à ces 5,7 milliards et que l'on intègre les apports des autres sociétés, des banques et des partenaires locaux ou étrangers, le total des projets en cours atteint dix-sept milliards d'écus, soit une vingtaine de milliards de dollars, engagés en moins de trois ans, ce qui est considérable. Ceci veut dire que nous avons un coefficient multiplicateur de trois. Nous sommes ainsi devenus le premier intervenant, dans le secteur privé de cette région, grâce à notre effet de catalyse. Et cela avec des équipes de banquiers relativement peu nombreuses. Notre intervention dans l'économie locale se fait par l'intermédiaire de notre réseau de bureaux locaux, par notre action dans les banques et le développement de nos prises de participations.

Je pourrais vous donner quelques exemples concrets d'interventions, qui ont eu un rôle pilote dans la transition. J'en cite quelques-uns pour mémoire. Nous avons en Russie un projet de 300 millions de dollars qui consiste à ouvrir des lignes de crédit dans des banques de province, des banques, moyennes ou petites. Nous intervenons en province et non pas dans les grands centres des capitales. Nous plaçons, dans ces banques, des consultants et des banquiers. Nous faisons, en quelque sorte, d'une pierre deux coups: nous apprenons à ces banques à mieux sélectionner leurs risques, à mieux faire leur métier de banques et, d'un autre côté, nous prêtons à des P.M.E. et nous les aidons aussi à mieux gérer leurs affaires. Nous avons également réalisé de

grands projets d'infrastructure, de caractère privé, par exemple un axe autoroutier à péage, en Hongrie, a été financé par la *B.E.R.D.*, sans garantie gouvernementale, au moyen d'une syndication bancaire privée. Nous travaillons sur des projets régionaux; nous avons réalisé des projets qui visent à démonopoliser les marchés de gros, de fruits et de légumes, dans certaines grandes villes. Nous développons des projets qui sont destinés à améliorer le fonctionnement des systèmes financiers locaux. Ainsi nous réalisons des parrainages de banques russes avec des banques occidentales. Nous avons également signé toute une série de projets très innovants, qui ont une valeur démonstrative et qui peuvent être répliqués dans d'autres pays.

Pour conclure, je dirai que l'enjeu est immense. De la manière dont sera assurée ou ne sera pas assurée cette transition, dépendra en grande partie la paix et la stabilité de l'Europe. Certes, la transition est d'abord l'affaire et la responsabilité des États et des peuples eux-mêmes, ce n'est pas à nous de la leur dicter, ni de la faire, nous en serions, du reste, incapables. Mais il est de notre devoir politique et moral de les aider dans cette tâche, ce qui veut dire, concrètement, leur ouvrir nos marchés, quand ils sont capables de produire dans des conditions de compétition normales, leur fournir assistance financière et peut-être surtout, leur prodiguer l'assistance technique indispensable, car c'est de cela qu'ils ont, sans doute, pour le moment, le plus besoin. C'est là une grande tâche.

Pour en terminer par une note un peu plus conforme aux conversations que j'ai, pour mon grand plaisir, avec le Père Chantraine depuis quelques mois, c'est une tâche, à mon avis, essentiellement humaniste. Nombre de ces pays ont, après cinquante à septante ans de communisme, perdu le sens de certaines valeurs fondamentales. Maintenant que la contrainte du modèle communiste disparaît, on assiste souvent à un désarroi profond des esprits, à des désordres, à des comportements hyper-individualistes, peu soucieux de la légalité, au règne du profit sans scrupule... Face à ces phénomènes, nos sociétés libérales peuvent se poser la question de savoir si elles ont l'autorité morale nécessaire pour contribuer, par leurs conseils, à redresser le cours des choses. Pierre Emmanuel avait dit: «Une société inconsciente de l'ordre de ses fins devient par réflexe une société d'indifférence et d'autodestruction». À nous, à vous, à la *Faculté de Théologie de Lugano* en particulier, d'encourager, par l'exemple, par l'écoute, par le dialogue, un retour aux valeurs spirituelles qui tendent souvent à s'estomper dans nos sociétés de plus en plus déshumanisées et déchristianisées. Saurons-nous être à la hauteur de ce défi? C'est la question que je voudrais poser en terminant cet exposé.

Résumé. Le Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (B.E.R.D.) livre quelques réflexions sur l'état de la transition vers la démocratie pluraliste et vers l'économie de marché des pays de l'ancien empire communiste et sur le rôle qu'a pu jouer la Banque à cet effet, après trois années d'existence, grâce à un recentrage stratégique opéré selon quatre axes: priorité au secteur privé, développement du secteur privé local, présence de la Banque sur place, collaboration avec le réseau de banques locales.

Riassunto. Il Presidente della Banca Europea per la Ricostruzione e lo Sviluppo (B.E.R.D.) offre delle riflessioni sul processo di transizione attualmente in corso nei paesi dell'antico impero comunista, processo che dovrebbe portare alla democrazia pluralista e all'economia di mercato. L'autore si sofferma ad esaminare il ruolo svolto dalla Banca, nei suoi tre anni di esistenza, in tale processo grazie ad una strategia impostata su quattro punti: priorità del settore privato, sviluppo del settore privato locale, presenza sul posto da parte della Banca, collaborazione con la rete delle banche locali.

Summary. The President of the European Bank for Reconstruction and Development (B.E.R.D.) writes about the transition of the former Communist countries to pluralistic democracy and market economy, and the roll of the Bank in this transformation three years after working to adopt new strategies: with regard to priority given to local private business and its development, the bank's presence locally and the assistance given to the countries' banking system.

Inhaltsangabe. Der Präsident der Europäischen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung (E.B.W.E.) bietet bezüglich der Länder des ehemaligen kommunistischen Machtbereichs einige Überlegungen zum Übergang zu einer pluralistischen Demokratie und zur Marktwirtschaft, ebenso zur Rolle, welche die Bank dabei spielen konnte. Drei Jahre nach der Gründung bemißt sich die strategische Entwicklungsarbeit der Bank nach vier Grundlinien: Priorität des privaten Sektors, Entwicklung des privaten Sektors auf lokaler Grundlage, Präsenz der Bank vor Ort, Zusammenarbeit mit den örtlichen Banken.